Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Ensemble-pour-la-renaissance-d-un

Ensemble pour la renaissance d'un Parti franchement communiste, pour une convergence communiste d'action, pour un Front de Résistance et d'Alternative Populaire

Date de mise en ligne : lundi 16 janvier 2006

- S'organiser... - 33eme Congrès du PCF -

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

A l'approche du 33ème congrès du PCF, les initiateurs du texte ci-joint soumettent leur contribution à la réflexion de tous les communistes, qu'ils soient membres du PCF, anciens membres de ce parti ou qu'ils n'aient jamais adhéré au PCF.

Ensemble pour la renaissance d'un Parti franchement communiste, pour une convergence communiste d'action,
pour un Front de Résistance et d'Alternative Populaire

Préambule

0.1. Le combat pour le communisme, seule issue humaine aux contradictions du capitalisme

En ce début de 21ème siècle, l'humanité est tenaillée par de terribles contradictions.

Alors que la révolution techno-scientifique ouvre à l'humanité d'exaltantes perspectives d'épanouissement, le grand capital s'emploie à mettre le progrès scientifique au service exclusif de la course au profit.

Devenu l'unique hyper-puissance mondiale depuis l'implosion du camp socialiste, l'impérialisme états-unien s'est lancé dans une politique de « croisade », aventuriste, terroriste et néo-coloniale qui porte en elle le risque assumé de mondialisation des guerres impérialistes. Inscrits sur la liste des Etats-voyous, de nombreux peuples vivent dans l'angoisse d'une attaque US. Des continents entiers, pillés par les transnationales et marginalisés par l'économie capitaliste mondiale, subissent un génocide silencieux.

En Europe, l'aspiration des peuples à la fraternité est dévoyée au profit de l'intégration capitaliste européenne. Celle-ci vise à créer par tous les moyens un Etat supranational, antidémocratique, antisocial et impérial, véritable machine de guerre contre la classe ouvrière, les acquis sociaux et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

En France, ignorant les désaveux répétés de la rue et du suffrage universel, le pouvoir chiraquien, émanation directe du MEDEF, s'acharne contre l'héritage républicain de la Révolution française ; démontant les conquêtes sociales du Front populaire, de la Libération et de mai 68, le pouvoir sacrifie la nation, son industrie, sa recherche, sa petite et moyenne agriculture, ses services publics, son patrimoine culturel, sa création artistique, sa jeunesse, à seule fin d'aider quelques trusts détenus par une poignée de milliardaires à se « placer » dans la construction européenne et la mondialisation capitaliste. Des millions de citoyens, ouvriers et employés, mais aussi techniciens, ingénieurs, cadres, chercheurs et enseignants, petits entrepreneurs de la ville et de la campagne, souffrent de cette politique synonyme d'insécurité sociale, de chômage, de précarité, de recul du pouvoir d'achat, de crise du logement social, de destruction des repères civiques les plus élémentaires.

Face à des menaces d'une telle globalité, la lutte des classes pour la révolution socialiste et la société sans classes, qui constitue l'essence du communisme, est d'une actualité sans précédent. N'en déplaise aux professionnels de la contre-révolution idéologique et du reniement opportuniste, la marche à la révolution socialiste et au communisme est aujourd'hui pour les peuples l'unique alternative progressiste, non seulement pour résister aux reculs de toute nature, mais pour stopper la marche de l'humanité au déclin et à la mort que programme le capitalisme actuel, de plus en plus parasitaire, gaspilleur, prédateur, fauteur de fascisme et d'exterminisme. Et c'est un encouragement pour les progressistes du monde entier, que le Venezuela bolivarien de Chavez discute désormais ouvertement de

sa transformation en République socialiste. Il est également encourageant de voir les peuples affronter de plus en plus souvent la re-mondialisation du système capitaliste, laquelle menace de noyer l'humanité dans ce que Marx nommait « les eaux glacées du calcul égoïste ».

En France, l'éclatante victoire du Non le 29 mai a ouvert une période de crise ouverte de l'intégration européenne qui forme le coeur de la stratégie du grand capital : de grands affrontements de classes sont à l'ordre du jour entre le mouvement populaire et le grand capital maastrichtien. Sous peine d'être écrasé, le mouvement populaire doit se préparer à ces affrontements en se dotant d'urgence d'une véritable ligne combative et révolutionnaire.

0.2./ La mutation social-démocrate du PCF fait obstacle à la résistance populaire

Pourtant la principale force portant l'étiquette communiste en France, le PCF, est incapable de dynamiser la résistance populaire pour préparer offensivement les affrontements de classe qui s'annoncent. Même si la direction du PCF a fini, après bien des tergiversations, par appeler à voter Non à « cette » constitution européenne, elle l'a fait sur des bases « euro-constructives », sans défendre la souveraineté nationale, sans mettre en cause l'UE du capital, sans revendiquer que la France sorte des traités supranationaux qui interdisent toute alternative anticapitaliste, sans contester la monnaie unique, que R. Hue déclarait pourtant avant 97 « antinomique du progrès social ». Tournant le dos aux luttes du « Parti des Fusillés » pour l'indépendance nationale, accompagnant « de gauche » la mise en place de l'Empire européen du capital, la direction du PCF a rallié le mensonge social-démocrate de l'« Europe sociale » cultivé par Fabius, la LCR et la petite-bourgeoisie alter-européiste ; le PCF ne prône-t-il pas désormais la « renégociation » de la constitution européenne avec ces grands « progres-sistes » que sont Blair, Berlusconi, Merkel et Cie ? La direction du PCF flirte aussi avec l'idée social-impérialiste (socialiste en paroles, impérialiste en fait !) de la « constituante européenne » : mais celle-ci ne serait rien d'autre en fait qu'un biais pour repêcher la constitution recalée par le suffrage universel et pour aider la grande bourgeoisie maastrichtienne à constituer « démocratiquement » (!) l'U.E. en Etat supranational et impérial !

Quoi d'étonnant dans ces conditions si, ne tirant aucune vraie leçon de sa participation sans principe aux gouvernements Mitterrand (81/84) et Jospin (97/2002), la direction du PCF déclare « il n'y a qu'une gauche » et remet elle-même en selle le social-ouiste Hollande ? Quoi d'étonnant si elle prône la « réconciliation » entre le Non populaire et le soi-disant oui de gauche, si elle prépare sans le dire un nouvel avatar de la « gauche plus rien » derrière le PS maastrichtien, au risque de creuser le lit de l'hypocrite Villepin, du fascisant Sarkozy ou du FN, toujours en embuscade. La raison de ce comportement, suicidaire pour la gauche, les communistes, la nation et la classe ouvrière, il faut la chercher dans la mutation social-démocrate du PCF. Sous prétexte de « moderniser » le parti, sa direction a successivement abandonné tous les fondamentaux du communisme. Jetant par-dessus bord Marx et Lénine, elle a renié la référence fondatrice à la Révolution d'Octobre, participé avec Hue à la campagne de criminalisation du communisme menée par le fascisant Courtois, allant jusqu'à voir dans le liquidateur Gorbatchev un « rénovateur du communisme ». Uniquement soucieuse de se ménager des places au parlement et au gouvernement, elle a aidé Jospin à privatiser le secteur public, à démonter les acquis sociaux (retour du travail de nuit des ouvrières !), fermé les yeux sur la mise en place de l'euro, cautionné l'engagement de l'armée française dans deux guerres impérialistes menées sous la houlette des USA (Yougoslavie, Afghanistan).

Certes, après le score piteux de Hue aux présidentielles et le séisme du 21 avril, la direction du PCF, renvoyée dans l'opposition par l'électorat communiste, a « gauchi » son discours. Mais loin de faire une autocritique complète de sa participation au gouvernement Jospin, elle s'est affiliée au Parti de la Gauche Européenne, inféodé à Bruxelles par ses statuts et son financement. Derrière son verbiage « anticapitaliste » et son rapprochement avec la LCR (elle-même en pleine dérive droitière), la direction du PCF maintient les « fondamentaux » sociaux-démocrates de la mutation : pas question de mettre en cause la propriété capitaliste des moyens de production, mais « mise en place d'une « sécurité emploi-formation à l'échelle européenne » (ce qui revient à réguler le chômage en « humanisant » les licenciements). Quant aux groupes parlementaires du PCF dirigés par A. Bocquet et Hélène Luc, ils n'ont même pas eu le courage de voter contre l'élargissement de l'UE à l'est de l'UE, alors que cet élargissement-annexion est

tourné contre les salariés et les petits paysans de l'Est et de l'Ouest et qu'il intègre à l'U.E. les Pays baltes, où l'on commémore les Waffen SS et où l'on emprisonne des militants communistes ! De même, alors que le monde du travail souffre comme jamais du capitalisme, la direction du PCF a renoncé à lutter pour le socialisme ; elle préfère courtiser le PS maastrichtien en crise, plutôt que de mener le combat de classe ! Il n'est pas davantage question pour elle de soutenir Cuba socialiste, menacée d'invasion par les USA : au contraire, la direction du PCF sympathise avec les contras financés par le « bureau des intérêts américains » à La Havane ! Plus question non plus pour les dirigeants du PCF de reconstruire un grand parti de classe, combinant lutte de masse et positions d'avant-garde, pratiquant au quotidien le débat démocratique et la discipline d'action, car tout cela impliquerait d'invalider radicalement au minimum les cinq derniers congrès de « mutation », donc à congédier la quasi-totalité des dirigeants nationaux et fédéraux actuels !

O.3/ Se saisir des discussions de congrès pour unir les communistes sur des bases claires

Pourtant, malgré sa dénaturation social-démocrate, malgré le départ de centaines de milliers de camarades déçus par l'orientation réformiste, le PCF compte encore dans ses rangs de vrais communistes ; certains travailleurs, qui ne voient pas encore clairement le gouffre qui s'est creusé entre le vrai PCF de Cachin, Thorez, Frachon et Duclos, et ses contrefacteurs mutants d'autre part, - voient encore dans le parti actuel un recours aux attaques brutales de la droite. A la base, des militants du PCF ont « mouillé la chemise » pour le Non ; ils ont agi dans les syndicats pour que les dirigeants syndicaux ouistes soient mis en minorité. Et surtout, la question principale aujourd'hui, alors que les tendances « mutantes » et « refondatrices » dominent le PCF et que nombre de vrais communistes sont « dans la nature » ou se répartissent dans plusieurs organisations, c'est d'unir les communistes dans l'action sur une orientation claire, indépendante de la direction mutante. Car ce n'est pas dans un dialogue poli avec la direction, c'est à partir de véritables convergences communistes d'action, qu'apparaîtront les conditions pour que renaisse une grande organisation communiste héritière du vrai PCF, prolongeant le 29 mai sur le terrain politique, disputant le terrain idéologique non seulement au grand capital, mais au trotskisme et à la social-démocratie.

C'est à quoi souhaite contribuer la présente plate-forme proposée par des militants franchement communistes, membres ou anciens membres du PCF, jeunes militants aussi n'ayant jamais été membre du parti « muté ». Ensemble, disons ce que nous proposons aux communistes, aux travailleurs, à la nation et au Mouvement communiste international. Sur cette base, ceux qui sont membres du PCF disposeront d'un outil pour intervenir en révolutionnaires dans les débats du 33ème congrès avec le souci d'unir leurs camarades sur des bases justes, en les préservant de l'influence délétère de cette direction dé-communisée. Quant à ceux qui ne sont plus, ou qui n'ont jamais été membres du PCF, qu'ils prennent appui sur le présent texte pour se réunir, débattre, dialoguer avec les salariés, les jeunes, les chômeurs, notamment avec ceux qui sont en lutte. Que tous, communistes « de l'intérieur » ou « de l'extérieur », co-organisent de bas en haut les assises du communisme pour la renaissance d'un vrai parti communiste, en évitant de suivre tel ou tel « chef » luttant pour une redistribution des places. « L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes », proclamait la Première Internationale. Eh bien la renaissance communiste sera l'oeuvre des communistes eux-mêmes, s'affranchissant ensemble de l'opportunisme pour affronter le grand capital, construire le rassemblement populaire et reprendre l'offensive contre le capitalisme.

1/ RECONSTRUIRE LE FRONT ANTI-IMPERIALISTE MONDIAL, FAIRE REVIVRE LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL

1.1. combattre la re-mondialisation contre-révolutionnaire du capitalisme.

Contrairement à ce que prétend l'incessant matraquage antisoviétique, l'implosion du camp socialiste n'a pas débouché sur le « progrès mondial de la démocratie (sic) ». Prenant appui sur la coupure croissante entre les dirigeants des régimes socialistes et la classe ouvrière, trouvant de puissants relais à l'intérieur même de la direction soviétique investie par la clique liquidatrice de Gorbatchev, l'énorme pression militaire, économique, politique et idéologique de l'impérialisme contre les pays socialistes n'a pas abouti à la « rénovation du socialisme » mais à sa destruction avec d'énormes effets négatifs sur le rapport des forces mondial entre le Capital et le Travail, entre

l'impérialisme et les forces de libération nationale.

A l'intérieur des ex-pays socialistes, le chômage et la misère de masse sévissent tragiquement ; d'énormes inégalités s'étalent indécemment ; la propriété collective des usines et de la terre a cédé la place à l'accaparement des moyens de production et des ressources naturelles par une minorité mafieuse, inféodée au capital occidental. En guise de « démocratie », sévissent partout les persécutions anticommunistes, la mainmise du grand capital sur les médias, la chasse aux sorcières contre les communistes et les antifascistes. La criminalisation du communisme vise à culpabiliser et à réprimer les communistes du monde entier, à bloquer la réflexion marxiste sur les grandes avancées, comme sur les blocages apparus dans la première expérience historique de construction du socialisme, en cachant aux jeunes l'apport du socialisme au progrès social, aux luttes anti-impérialistes, à l'égalité des sexes, aux avancées scientifiques et à la paix dans le monde. Quant aux forces pacifiques et anti-impérialistes, elles sont en état de faiblesse face à l'impérialisme US qui n'a plus en face de lui l'URSS et son action permanente pour la paix. Au contraire, les USA et l'UE se livrent à de grandes manoeuvres pour encercler la Russie de bases militaires du Caucase à l'ex-Asie soviétique. L'UE et les USA poussent également leurs hommes au pouvoir dans plusieurs ex-Républiques soviétiques, annexées l'une après l'autre à l'OTAN et à l'UE. La Révolution d'Octobre avait permis l'essor du mouvement national des peuples du Sud et de l'Est. La défaite du socialisme a remis à l'ordre du jour une re-colonisation insidieuse des Etats décolonisés dont l'occupation anglo-américaine de l'Irak et les manoeuvres israëlo-américaines pour neutraliser la Résistance palestinienne sont une étape importante : nous assistons à un nouveau partage impérialiste du monde visant notamment à mettre en place un « nouveau Moyen-Orient » américain en divisant l'Irak, en s'efforçant de domestiquer la résistance palestinienne, en se partageant les zones d'influence en Russie, en menaçant les peuples désignés par Washington comme « Etats voyous », en détruisant tout régime faisant preuve d'indépendance par rapport au « nouvel ordre mondial » du dollar et de l'euro. De même, l'impérialisme s'efforce de dominer à nouveau le peuple chinois ; pour cela, tantôt il recourt à l'intimidation en soutenant Taïwan, en réarmant le Japon, en pratiquant la provocation militaire (on se souvient du « bombardement par erreur » de l'ambassade chinoise à Belgrade par les B.52) ; tantôt il mise sur la pénétration du capital privé occidental en Chine avec l'espoir que la différenciation sociale, le développement d'une grande bourgeoisie milliardaire chinoise, la réapparition du chômage, finiront par vider de son sens l'expression « République populaire chinoise ».

Cela ne signifie pas que la domination capitaliste sur le monde soit paisible et homogène : désormais débarrassés de la nécessité de faire bloc contre l'URSS, les impérialismes rivaux se livrent une lutte acharnée pour le partage des richesses. Par exemple, l'éclatement de la Yougoslavie avait pour enjeu le partage des influences balkanique entre les USA et la « Françallemagne ». L'impérialisme français en repli et son grand rival US se livrent à une lutte sourde en Afrique, dont les peuples du prétendu « pré carré » français font les frais. Tantôt unis pour écraser les résistances populaires, tantôt rivaux, les impérialismes sont une grave menace pour la paix mondiale au 21ème siècle : car loin d'être un facteur de « paix », comme le prétendent la social-démocratie et ses satellites mutants, l'UE est de A à Z un Empire en formation, dangereux pour la paix, le progrès social et les libertés : aujourd'hui vassal des USA, cet Etat supranational en formation s'efforce de se légitimer en se dotant d'une « constitution » européenne. Les dirigeants politiques qui, à gauche, se prononcent pour l'« Europe sociale », la « renégociation de la constitution européenne » et pour une « constituante européenne », aident consciemment ou pas constituer ce nouvel Empire du capital. Les vrais communistes, les républicains véritables, doivent au contraire combattre catégoriquement l'UE du grand capital au nom de la paix, du progrès social, de la démocratie, du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, du droit des travailleurs à construire le socialisme, au nom de l'échange libre entre nations souveraines de tous les continents. Les progressistes français doivent prendre au sérieux la proposition du PC de Grèce de construire un Pôle progressiste européen, non pour « réorienter dans un sens progressiste la construction (impérialiste !) européenne », mais pour rompre avec l'UE du grand capital, ce carcan antisocial, antidémocratique et antinational.

1.2. pour la reconstitution du Front anti-impérialiste mondial et du Mouvement communiste international

Face à l'offensive mondiale de la réaction, les peuples relèvent peu à peu la tête et la résistance s'organise.

C'est Cuba socialiste qui, malgré le blocus US, a retrouvé le chemin de la croissance économique, « dé-dollarisé » son économie, marqué des points dans l'arène internationale en obtenant un procès en appel pour les Cinq de Miami, en contraignant la justice états-unienne à incarcérer le terroriste anti-castriste Carriles et surtout, en signant l'ALBA, un traité international d'un nouveau type, avec le Venezuela de Chavez.

En Amérique latine, l'impérialisme est sur la défensive : malgré la prise en mains de l'armée du fasciste colombien Urribe par les USA (« plan Colombie »), les FARC et le PC colombien consolident leurs liens avec la population. De grandes luttes populaires ont lieu en Bolivie ou en Equateur. Et surtout, après avoir résisté à plusieurs coups d'Etat fomentées par le patronat et les USA, la révolution bolivarienne s'approfondit au Venezuela, où les masses populaires discutent désormais du socialisme pour leur pays. Au Moyen-Orient, l'insurrection armée du peuple irakien met en difficultés sérieuses l'occupant anglo-américain et ralentit son tableau de marche guerrier à l'échelle mondiale.

En Palestine, le gouvernement du criminel de guerre Sharon s'efforce de se présenter en force de paix et d'obtenir la caution des forces conciliatrices du mouvement palestinien : mais l'oppression coloniale d'Israël s'aggrave comme l'atteste l'érection du « mur » construit par Sharon pour séparer les Juifs des Musulmans.

En Europe, la victoire des « moutons noirs » français, puis hollandais, au référendum constitutionnel, constitue un point d'appui pour tous les progressistes de la planète. Preuve est faite qu'il est possible de résister au décervelage médiatique en créant les conditions d'une crise politique de la domination bourgeoise en France et en Europe ! Encore faut-il pour cela fédérer les résistances populaires par-delà frontières et continents : cela signifie d'abord reconstruire le Front anti-impérialiste mondial en faisant en sorte que tous ceux qui résistent à l'impérialisme concrètement se soutiennent mutuellement au lieu d'affronter séparément l'ennemi commun. Cela signifie aussi tout faire pour reconstruire pas à pas le Mouvement communiste international détruit par l'opportunisme et pour cela, il faut combattre solidairement à l'échelle internationale les forces liquidatrices qui détruisent le mouvement ouvrier révolutionnaire. Il importe en particulier d'apporter un soutien sans faille à Cuba socialiste : rejetant les campagnes de la fausse gauche et de RSF qui agitent le slogan « Cuba si, Castro no », les internationalistes doivent comprendre qu'en défendant Cuba socialiste, ils défendent du même coup le droit de tous les peuples à la souveraineté nationale, à l'alternative politique, au socialisme, à la défense des services publics, à la paix et au droit de disposer d'eux-mêmes. Solidarité également avec les communistes persécutés parce qu'ils restent fidèles à leur idéal, avec le peuple colombien en lutte, avec le Venezuela bolivarien, avec la résistance irakienne et palestinienne, et plus généralement avec tous les peuples ciblés par l'impérialisme !

Concernant l'impérialisme français, il faut exiger le retrait des forces militaires françaises d'Afrique, l'annulation de la « dette » africaine, la remise en cause du pillage des ex-colonies par les sociétés transnationales, la mise en place de rapports équitables de co-développement, permettant de développer l'emploi et le développement auto-centré des ex-pays colonisés.

Non seulement la mondialisation capitaliste n'abolit pas ce que Lénine appelait « le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », mais la résistance patriotique à l'impérialisme doit s'unir étroitement à un nouvel internationalisme prolétarien. Face à la mondialisation capitaliste, à l'impérialisme, à la contre-révolution, travailleurs et peuples du monde entier unissez-vous pour le progrès social, la démocratie, la paix, le socialisme et le communisme !

2/ POUR un FRONT POPULAIRE de RESISTANCE et d'ALTERNATIVE, pour une FRANCE SOCIALISTE.
LA STRATEGIE REVOLUTIONNAIRE APRES LE 29 MAI 2005

2.1- Signification du 29 mai. La victoire éclatante du Non a ouvert une brèche dans le dispositif maastrichtien de domination des monopoles capitalistes en France et en Europe. Ce résultat a permis, pour la première fois depuis Maastricht (92), de fédérer les forces populaires dans un combat frontal contre l'intégration européenne, qui est

aujourd'hui le vrai programme commun de l'UMP et de la social-eurocratie dans toute l'U.E. A la tête du Non se trouve la classe ouvrière, notamment les ouvriers (79%) et les employés (63%). Il faut aussi saluer le sursaut rebelle des jeunes qui ont voté Non à 61%. Les professions salariées « intellectuelles » ont également largement voté Non, tout en cultivant les illusions alter-européistes. Enfin le Non majoritaire des agriculteurs, artisans et petits commerçants exprime la révolte des travailleurs indépendants et d'une partie du petit patronat écrasé par le rouleau compresseur de l'euro-mondialisation au service du grand capital.

2.2.-les faiblesses du Non. Pourtant, la campagne référendaire n'a pas permis de clarifier suffisamment l'enjeu du 29 mai et ce manque de clarté complique la tâche présente des forces populaires. En effet, faute d'un parti d'avant-garde clarifiant l'ensemble des enjeux de classe du scrutin, le Non s'est trouvé écartelé entre deux tendances principales :

- d'un côté, le nationalisme des fascistes et de la droite dite souverainiste : en réalité, ces courants acceptent la présence de la France dans l'UE ; ils ne se prononcent même pas pour la reconquête de l'indépendance nationale ; ils ne brandissent le drapeau tricolore que pour combattre le mouvement ouvrier, seul capable de sauver et de développer la nation.

- De l'autre côté, les dirigeants de la campagne pour un « Non de gauche euro-constructif » représenté par ATTAC, Copernic, les partisans socialistes du Non, la LCR, LO et la direction euro-constructive du PCF, ont fait campagne sous le slogan social-démocrate de « l'Europe sociale » et de la « renégociation de la constitution ». Même s'il a contribué à diviser le PS maastrichtien, ce bloc du « Non européen » s'est contenté de critiquer les excès ultra-libéraux de l'UE sans en dénoncer la nature réactionnaire et impérialiste. Les ténors du Non européen ont ainsi occulté l'enjeu majeur du scrutin : constituer l'UE en Etat supranational, construire un Empire européen mandaté pour mater le mouvement ouvrier, liquider les souverainetés nationales et promouvoir les intérêts mondiaux du grand capital européen en le dotant d'un gouvernement, d'une armée, d'une police, d'une justice et d'une diplomatie intégrés. Les ténors du Non de gauche ont abandonné à la droite la défense de l'intérêt national, occultant la dimension nationale, républicaine, anti-impérialiste et anticapitaliste du refus de la constitution européenne. La gauche « alter-européiste » a ainsi réussi l'exploit de militer pour le Non en s'agenouillant devant « l'Europe » et en ignorant la nation, au moment où la constitution européenne prétendait mettre fin à l'indépendance de la France, démanteler la « République une et indivisible », briser les principes laïques, démanteler les services publics, laisser sans protection l'industrie, la pêche, la filière maritime et l'agriculture française ! Au sortir du 29 mai, les ténors du Non de gauche se sont en outre montrés incapables d'appeler à un grand mouvement de lutte pour mettre fin aux délocalisations et aux contre-réformes eurolibérales Au contraire, ils ont re-légitimé Chirac et en lui donnant mandat (!) pour « renégocier » la constitution. Certains proposent aujourd'hui une « constituante européenne », en prenant la tête du mouvement pour l'Europe fédérale rejetée par les peuples au risque de faciliter la manoeuvre visant à faire revoter les Français sur unz « nouvelle » constitution supranationale.

2.3. Unir le drapeau tricolore au drapeau rouge pour rompre avec Maastricht.
Face aux « souverainistes » de droite, qui maudissent le drapeau rouge et vêtent de tricolore le vieil impérialisme français, face aux alter-européistes de gauche et d'« l'extrême gauche », qui rejettent le drapeau tricolore et la Marseillaise, le rôle des communistes est de faire revivre les traditions internationalistes et patriotiques de la Commune, du Front populaire et de la Résistance en associant la Marseillaise à l'Internationale, le drapeau rouge au drapeau tricolore, comme sut le faire le PCF à l'époque de Thorez, Frachon, Sémard, Timbaud et Duclos. Pour une véritable alternative progressiste, refusons toute constitution supranationale, militons pour la rupture de la France avec l'ensemble des traités supranationaux (Rome, Maastricht, Nice, pacte de stabilité, etc.), reconquérons la souveraineté nationale sans laquelle la transformation révolutionnaire de la société est impossible. Le vrai clivage ne sépare pas le patriotisme et l'inter-nationalisme en général : face aux « supranationalistes » capitalistes et aux chauvins racistes, la classe ouvrière doit réapprendre à allier l'internationalisme prolétarien au patriotisme républicain des Sans-culotte, de la Commune et de la Résistance !

Copyright © Le Vénissian

2.4. Quelles évolutions après le 29 mai ?

D'abord « sonnés » par la victoire du Non, les dirigeants de l' « UDMPS » s'efforcent de reprendre la main. Le « nouveau » gouvernement, truffé de PDG et d'aristocrates, se fixe pour but de liquider le code du travail. Mandaté par l'oligarchie financière de Neuilly, familialement lié aux dirigeants du MEDEF, représentatif de l'aristocratie contre-révolutionnaire qui a fui la Hongrie populaire, Sarkozy chasse ouvertement sur les terres du FN. Il multiplie les « coups » politiques pour délégitimer Chirac « de droite » de manière à se poser en « homme providentiel » de la bourgeoisie incarnant une ligne atlantique, ultra-libérale, anti-laïque, ultra-répressive, anti-ouvrière, anti-jeunes et anti-immigrés. Dès aujourd'hui cet individu sans scrupules est à la pointe de la fascisation de la démocratie bourgeoise ; en s'attaquant au « modèle français », Sarkozy ne cache pas sa volonté de purger la France des conquêtes de 89 et de 45. Villepin feint de défendre le « modèle français » mais vise les mêmes buts stratégiques que Sarkozy : code du travail, séparation de l'Eglise et de l'Etat, enseignement public (loi Fillon), EDF et SNCF, statut de la fonction publique, sont tous dans le collimateur du gouvernement. N'ayant pas de politique de rechange à l'intégration européenne et peinant à imposer le « consensus » européen aux travailleurs, la grande bourgeois essaie de sortir de la 5ème République en crise par un régime ultra-réactionnaire inspiré de Thatcher et de Reagan. Le MEDEF y appelle ouvertement puisque Seillère, nouveau président du patronat européen, a réagi au 29 mai en sommant Chirac d'accélérer les réformes « exigées par les entreprises » : une nouvelle fois, le grand patronat s'assoit sur la souveraineté du peuple et invite à liquider à la fois la nation et la démocratie, pour mater les salariés !

2.5- Quant au Parti Social-Ouiste, il est traversé par une crise potentiellement explosive qui ne peut que réjouir le camp populaire, tant ce parti, rouage essentiel de l'Europe de Maastricht, fait obstacle à l'alternative populaire. Or, au lieu d'isoler les dirigeants du PS, la direction du PCF s'est empressé de rencontrer Hollande ! Mais rabattre le peuple du Non vers le PS maastrichtien, ce n'est pas conjurer le « danger Sarkozy », c'est lui ouvrir un boulevard car il y a peu de chances que l'électorat de gauche se mobilise pour une énième alternance maastrichtienne. Remarquons enfin que les ténors du « Non européen » ne proposent pas de véritable alternative : nombre de leaders « fédéralistes » du Non se déclarent pour « plus d'Europe » alors que la « France d'en bas » vomit littéralement l'intégration européenne en tant que facteur de désintégration de la République et du progrès social ! Bref, il y a crise de la représentation politique (et médiatique !) en France puisque 55 % des Français qui ont voté Non sont représentés par 90 % de députés qui ont voté Oui.

2.6. Pour un Front de Résistance et d'Alternative Populaire

2.6.1. Base sociale du nouveau Front populaire.

Le résultat du 29 mai dessine une large alliance anti-monopoliste contre la politique d'intégration européenne du capital. Au centre de cette alliance, la classe ouvrière qui forme le coeur du Non populaire et constitue la principale cible de l'UMPS : désindustrialisation de la France, délocalisations, licenciements, extension des activités parasitaires au détriment du travail productif, compression du pouvoir d'achat, destruction des retraites, de la Sécu et des services publics, précarisation générale de la jeunesse, chasse aux immigrés et politique de « quotas ».... La masse des jeunes, lycéens, étudiants, mais aussi précaires et chômeurs, est appelée à approfondir sa rébellion contre un système qui n'a rien d'autre à proposer que l'aggravation sans fin des conditions de vie : la question d'une Education nationale de qualité pour tous est stratégique pour sceller l'alliance des travailleurs et de la majorité des jeunes. Une large partie des couches intermédiaires peut aussi être gagnée à cette alliance contre les monopoles capitalistes : il s'agit d'abord des couches moyennes salariées, notamment des travailleurs intellectuels (ingénieurs, techniciens, cadres moyens, chercheurs, enseignants...), mais aussi de la majorité des couches moyennes non salariées : travailleurs indépendants de la ville et de la campagne, et jusqu'à un certain point petit et moyen patronat menacé de ruine par l'euro-mondialisation capitaliste et la destruction des marchés local et national.

2.6.2. Base idéologique du nouveau Front populaire.

Ce Front anti-monopoliste doit aussi prendre en compte la dimension idéologique : pour abattre toute entrave à sa course au profit, le MEDEF et le grand capital ont entrepris de détruire la « France des travailleurs » chantée par Ferrat, la France qui se réclame des Lumières, de 1789, de Robespierre, de la Commune, de 36, de la Résistance et

de Mai 68. Il est donc légitime de mettre au centre du rassemblement dont le 29 mai fut la première étape, les thèmes de la nation républicaine contre l'Empire européen, de la laïcité contre l'intégrisme et le nouveau cléricalisme, de l'esprit critique contre la « pensée unique », de l'antifascisme contre la fascisation de la société, de l'internationalisme prolétarien contre le nationalisme et le cosmopolitisme bourgeois, de l'égalité des sexes contre le retour des thèmes patriarcaux, de la République une et indivisible contre l'Europe des régions, le communautarisme et les féodalités financières, de la révolution sociale contre la « modernisation » libérale, du communisme contre l'individualisme, de l'héritage révolutionnaire contre la criminalisation contre-révolutionnaire du communisme, de la défense de la paix, de l'humanité et de la vie contre l'exterminisme impérialiste et les conceptions dépolitisantes de l'écologie.

2.7. Rôle dirigeant de la classe des travailleurs salariés-

Mais surtout, il faut insister sur le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans le rassemblement populaire majoritaire. Actuellement, la protestation contre l'effet des politiques maastrichtiennes est stérilisée par le fait que le mouvement (« alter-mondialisme », « alter-européisme », etc.) est dominé par la petite bourgeoisie réformiste pleine d'illusions sur le capitalisme et sur « l'Europe ». Il faut donc combattre à la fois les tendances ouvriéristes qui rabattent la classe ouvrière sur une ligne « petit-bras » privant les travailleurs de leur rôle politique dirigeant, et les tendances opportunistes qui dissolvent la classe ouvrière dans le prétendu « camp du Non » et la subordonnent aux dirigeants de la « gauche » bourgeoise et petite-bourgeoise. Pour que la classe ouvrière dirige le Front anti-monopoliste et anti-Maastricht, il lui faudra construire dans le mouvement sa propre organisation communiste. Il faut aussi que les militants communistes (qui portent politiquement les intérêts d'avenir de la classe ouvrière) associent dans l'action le drapeau de la révolution sociale et celui de la nation républicaine. L'enjeu est à la fois de défendre la France sur des bases de classe et de donner au combat de classe toute sa portée nationale en associant la reconquête de l'indépendance nationale à la lutte pour le socialisme : car la sortie de la France de l'UE romprait la chaîne impérialiste en créant les prémices d'une situation révolutionnaire (c'est d'ailleurs pour cela en réalité que la social-démocratie et ses satellites refusent de défendre la nation). La mise en place d'un Front populaire dirigé contre le grand capital implique donc de combattre l'idéologie trotskiste qui oppose le combat de classe à la nation populaire, rejette les alliances anti-monopolistes et, sous prétexte de purisme prolétarien, subordonne les travailleurs à la social-eurocratie. Cela impose aussi de multiplier les initiatives politiques en direction des ouvriers immigrés : sans leur intégration politique au combat anticapitaliste, internationaliste et patriotique de l'ensemble de la classe ouvrière, à l'instar de ce que firent les FTP-MOI dans la Résistance, les travailleurs seront incapables de s'unir pour diriger la lutte contre les monopoles capitalistes !

2.8- Pour un programme de lutte anti-monopoliste et anti-Maastricht. Loin de cultiver le flou, il importe de mettre en discussion les grandes lignes d'un programme de lutte. Les points centraux en seraient :

- interdiction des délocalisations et des plans de licenciement, la réduction massive de la précarité de l'emploi,

- re-nationalisation totale des entreprises privatisées ; reconstitution de services publics nationaux, démocratisés et cohérents ; nationalisation des entreprises qui licencient ou délocalisent après avoir touché des fonds publics « pour l'emploi » ; édification d'un secteur public industriel élargi impulsant la ré-industrialisation de la France ; nationalisation des banques, des assurances et du crédit,

- abrogation des contre-réformes réalisées par les gouvernements qui se sont succédés depuis 92 en matière de retraites, de mutuelles, du droit du travail, de dégrèvement de entreprises, de Sécu, d'école, d'hôpital public, d'énergie, etc.,

- relance d'une politique nationale agricole indépendante de la PAC, favorable aux petits et moyens agriculteurs (ainsi que, sur un autre plan, aux artisans pêcheurs),

Copyright © Le Vénissian

- priorité budgétaire à l'Education nationale pour réduire la sélection sociale et donner à tous une instruction de qualité, élimination des privilèges de l'école privée avec en perspective, nationalisation laïque de l'Education et de la formation ;

- taxation du grand capital, des grandes fortunes et de la spéculation financière et immobilière,

- impulsion nouvelle pour le logement social et des transports en commun publics de qualité,

- relance du pouvoir d'achat des petits et moyens salaires, pensions et minima sociaux,

-embauche dans les services publics et arrêt de toute subvention publique au grand patronat,

- politique bancaire, fiscale et monétaire tournée, non vers le capital monopoliste et la finance, mais vers le développement des PME avec des droits accrûs pour leurs salariés,

- politique internationale de paix et de coopération avec tous les pays du monde sur des bases mutuellement avantageuses, ce qui implique notamment la rupture de la France avec le néocolonialisme en Afrique, sa sortie de l'OTAN ;

- refus total des « directives » antisociales européennes passées et à venir,

- politique écologique fondée sur le principe « capital pollueur=payeur »,

- démocratisation radicale des institutions (abrogation de la constitution de la 5ème République et du pouvoir personnel du président, proportionnelle intégrale à toutes les élections, interdiction des partis racistes et fascistes, vote des immigrés aux élections locales, séparation rigoureuse des Eglises et de l'Etat, suppression de la « décentralisation » Raffarin, rétablissement de la démocratie communale, suppression des lois Pasqua et de leurs dérivés sur les « sans papiers », reconstitution de la conscription républicaine sur des bases démocratiques, etc.).

La satisfaction de ces revendications implique que la France rompe avec l'ensemble des traités supranationaux, (Rome, Maastricht, Nice, pacte de stabilité, Barcelone, Lisbonne, Schengen, etc.). Il faut sortir le pays de l'UE du capital en reconquérant pied à pied toute sa souveraineté politique, monétaire, budgétaire, industrielle, militaire, etc. et en tissant des traités internationaux équitables, à l'instar de ce qu'est l'ALBA en Amérique latine.

2.9-construire le « tous ensemble », affronter les états-majors syndicaux de collaboration de classe.

Après le 29 mai, les directions confédérales n'ont rien fait pour traduire le Non sur le terrain social. On ne peut à la fois servir les salariés et ménager les dirigeants de la CES, pas plus qu'il n'est possible de subordonner l'action de masse à une entente avec le pseudo-syndicaliste Chérèque. Il est impossible de laisser les états-majors de collaboration de classe se cacher derrière l'« indépendance syndicale » (alors qu'ils courtisent la CES et la social-démocratie !) pour casser le syndicalisme de classe. Pour que les syndicats redeviennent indépendants de l'Europe et de la CES, il faut soutenir dans le respect de la démocratie syndicale, les syndicalistes fidèles au syndicalisme de lutte, de classe et de masse. Il faut aussi que, au-delà des revendications sectorielles, les travailleurs se fédèrent (public/privé, actifs/chômeurs/retraités, Français/immigrés) en affrontant ensemble le MEDEF, le pouvoir chiraquien et l'Europe du capital, en s'unissant sur une plate-forme de lutte nationale et en impulsant la démocratie de lutte (cf les AG de lutte de 95 et 2003) tout en appelant les salariés à s'organiser

Copyright © Le Vénissian

syndicalement.

2.10- Pour impulser le rassemblement populaire et empêcher la « gauche d'en haut » de stériliser le mouvement populaire, il importe de fédérer les comités unitaires pour le Non. Ceux-ci peuvent devenir des comités populaires de résistance à l'euro-libéralisme empêchant la « gauche d'en haut » de dévoyer et d'enterrer le non populaire.

2.9-Programme d'urgence et rupture avec le capitalisme.
Tout cela serait illusoire si les communistes n'affichaient dès aujourd'hui leur volonté de créer les conditions pour que notre peuple s'engage dans un processus de rupture avec la domination du grand capital : « on ne peut avancer d'un pas, disait Lénine, si l'on craint d'aller au socialisme ». Il ne s'agit pas de semer l'illusion d'une « étape intermédiaire » entre capitalisme et socialisme. Le capitalisme a épuisé son potentiel progressiste, il est de moins en moins réformable de l'intérieur ; là est la vraie raison de la crise des partis réformistes, dont le rôle actuel se réduit à gérer les contre-réformes en évitant « l'explosion sociale ». En réalité, il n'y aura pas de solution durable aux énormes problèmes légués par le capitalisme sans une révolution socialiste comportant la conquête du pouvoir politique par les travailleurs, la socialisation des grands moyens d'échange et de production, la planification démocratique du développement économique et social, l'intervention des salariés dans la gestion et la démocratisation profonde de la vie sociale et politique, un haut niveau d'éducation et de culture populaire, la marche en avant vers une société sans classes privilégiant la satisfaction solidaire des besoins de chacun.

2.12- aller aux combats électoraux sans électoralisme
Pour que les futurs combats électoraux ne servent pas à rabattre les voix communistes vers les faillis de la gauche plurielle, pour que la lutte électorale ne débouche pas sur une nouvelle alternance maastrichtienne qui achèverait de désespérer les travailleurs, pour que la gauche euro-libérale ne creuse pas définitivement le lit de la droite thatcherienne et de l'extrême droite, il importe qu'à chaque élection soit menée une bataille franchement communiste, sur un programme franchement social, républicain, antifasciste, anti-impérialiste et anti-Maastricht, avec de vrais candidats communistes, liés au mouvement ouvrier, rejetant clairement la « mutation » social-démocrate et les illusions sur « l'Europe sociale ».

Aux présidentielles, les communistes ne peuvent faire confiance aux actuels dirigeants du parti, qu'ils aient soutenu Jospin en tant que ministres ou qu'ils l'aient sauvé de la mise en minorité en tant que parlementaires : comment croire ceux qui ont accepté l'euro et l'élargissement européen, ceux qui sont restés au gouvernement pendant que l'aviation française bombardait Belgrade et que Jospin, Gayssot et Voynet ouvraient au privé Air France, France Télécom, Snecma et Aérospatiale ? La question n'est pas non plus de cultiver une « identité communiste » d'apparat qui continuerait d'ignorer l'exigence de souveraineté nationale, de nationalisation des secteurs-clés de l'économie, de sortie des traités supranationaux et de l'OTAN. Elle n'est pas de préparer le terrain, par des discussions sans fin avec Fabius et Hollande, pour un ralliement final à la social-démocratie qui fera demain en France ce qu'ont fait Schröder en RFA et Blair en Angleterre. Elle n'est pas non plus d'abdiquer d'avance toute intervention communiste indépendante en ralliant Bovet ou Besancenot, lesquels n'ont jamais contesté sur le fond l'intégration européenne. La question est d'abord, et en toutes circonstances, de dénoncer au maximum la droite et l'extrême droite ; elle est de travailler à une intervention franchement communiste, indépendante à 100% du PS et de la « mutation », de construire dans les luttes le rassemblement populaire, de subordonner les alliances électorales au contenu politique au lieu d'accepter le cadre supranational pour prix d'une alliance avec le PS. Elle est de faire l'ensemble des communistes juges et décideurs de toute alliance de second tour sans leur présenter le « désistement républicain » comme une évidence a priori. Elle est de construire dès aujourd'hui, non dans les discussions de sommet mais dans le combat de classe, un Front populaire d'alternative et de résistance trouvant sa traduction dans une recomposition politique autour du Non à l'Europe supranationale du grand capital. Tout cela est indissociable de la reconstruction d'un vrai parti communiste qui rende aux travailleurs de France la capacité d'intervenir sur la scène politique de manière indépendante.

3/ POUR UN PARTI FRANCHEMENT COMMUNISTE

Après onze années de mutation (l'abandon de la référence au marxisme-léninisme et à l'internationalisme prolétarien date de 79 et c'est le 28ème congrès de 94 qui a ôté des statuts la référence à la socialisation des moyens de production, au marxisme, au centralisme démocratique et à la classe ouvrière), après deux participations sans principe aux gouvernements Mitterrand et Jospin, après l'affiliation du PCF au P.G.E. contrôlé par Bruxelles, après le départ du PCF (volontaire ou forcé) de milliers de communistes, la question est parfois posée de savoir si ce parti est encore redressable de l'intérieur. Certains signataires du présent texte pensent que non et militent hors du PCF ; d'autres, qui espèrent ce redressement encore possible, parlent de « congrès de la dernière chance » ; d'autres, encore membres du parti, n'espèrent plus un redressement interne mais veulent rassembler sur des bases justes leurs camarades de parti en attendant que soient créée une organisation vraiment communiste. L'histoire dira où se trouve la vérité, mais sans attendre, tous ces communistes doivent travailler et débattre ensemble quelle que soit leur situation organisationnelle. Et tous doivent dire ensemble ce que devrait être le vrai parti communiste auquel ils aspirent. Il serait :

- un parti de classe, proche de la classe ouvrière dans sa diversité, proche de la jeunesse, un parti d'avant-garde anticipant sur le développement progressiste de la société au lieu d'être à la traîne des modes anticommunistes, un parti s'ouvrant aux formes avancées et réellement progressistes de l'art et de la science ;

- un parti internationaliste, antifasciste et antiraciste s'engageant aux côtés des peuples en lutte, combattant y compris dans ses rangs les inégalités et les discriminations basées sur l'origine sociale, le sexe ou la nationalité ;

- un parti inscrivant son combat pour une République française sociale, souveraine et fraternelle dans la perspective communiste d'un monde de paix et d'épanouissement personnel et solidaire de chacun ;

- un parti doté de l'analyse la plus scientifique possible de la société actuelle, un parti développant la théorie matérialiste et dialectique fondée par Marx, Engels et Lénine sans ignorer l'apport des révolutionnaires de notre pays ;

- un parti menant la lutte idéologique contre la criminalisation du communisme, un parti étudiant de manière critique mais non renégate l'histoire du communisme, un parti liant la bataille d'idées pour le socialisme et le communisme aux problèmes posés aux masses laborieuses dans leur vie quotidienne ;

- un parti militant, dont les membres, quelle que soit leur métier, seraient formés au marxisme et liés au mouvement ouvrier, un parti disposant d'une organisation démocratique fraternellement unie dans l'action, un parti où l'élu, militant parmi les militants, appliquerait la ligne collectivement définie au lieu de mettre l'organisation au service de son élection ;

- un parti organisé prioritairement dans les entreprises et dans la jeunesse (quartiers, lycées, entreprises, universités) ;

- un parti construisant le nouveau Front populaire, sans être obnubilé par l'alliance électoraliste avec le PS ;

- un parti continuant les meilleures traditions du grand PCF, mais rompant avec les notables réformistes qui ont produit la désolante « mutation » du PCF actuel ;

Nous sommes aujourd'hui loin du compte, alors que le mouvement populaire a tant besoin d'un vrai parti communiste. Saisissons-nous donc de la bataille du congrès pour promouvoir les idées révolutionnaires dans les esprits et dans la pratique : c'est vital pour notre peuple, car résistance populaire et renaissance du parti

Copyright © Le Vénissian

révolutionnaire sont intimement liées.

1er Octobre 2005 **LE POLE DE RENAISSANCE COMMUNISTE EN FRANCE**

Copyright © Le Vénissian